



En couverture

ÉLÈVE MODÈLE ?

L'intrigant monsieur Attal

Interdire le port de l'abaya ou remonter dans le classement Pisa ? Enquête sur la stratégie, les ambitions et les réseaux du ministre de l'Éducation nationale.

PAR ERWAN BRUCKERT

Trois ans. C'était hier et pourtant, cela semble une éternité. Durant la crise du Covid, Gabriel Attal, secrétaire d'État à la Jeunesse, accompagnait silencieusement Jean-Michel Blanquer lors des réunions interministérielles en visioconférence et écrivait par SMS à quelques-uns de ses collègues : « Sortez-moi de là. » Par l'œil de la webcam, les ministres amusés voyaient une salle lugubre du ministère ; en fond, un étrange rideau derrière lequel ils imaginaient une cage enfermant leur cadet de 29 ans. Il n'en fallait pas plus pour que certains membres du gouvernement le surnommèrent... Natascha Kampusch. Que le temps passe vite. Le voici aujourd'hui de retour Rue de Grenelle. Non pas comme source de divertissement pour ministres confinés, ni comme débutant prometteur qui grandit un peu trop vite et librement aux yeux de son ministre de tutelle. Gabriel Attal a eu, en juillet dernier, le poste dont il rêvait depuis qu'il a quitté

les rives du PS pour celles de La République en marche : ministre de l'Éducation nationale. Mieux, le plus jeune de l'histoire de la V^e République.

Pour évaluer la popularité nouvelle du petit prince de la macronie, il suffisait de se rendre au campus de Renaissance en octobre. A la mi-journée, Gabriel Attal apparaît au loin, s'avance d'une allure décidée mais détendue sur la longue ligne droite en bitume qui jouxte le grand hall du centre des expositions de Bordeaux. Le temps se suspend. Le monde arrête de tourner. Rien ni personne ne compte, sauf lui. Les militants du parti présidentiel passent en une fraction de seconde de jeunes premiers de l'Essec et notables de province à groupies, non sans rappeler les heures les plus fastes de la Bruelmania. Le ministre de l'Éducation est assommé par les applaudissements. Les rayons du soleil semblent se réfléchir sur sa chemise retroussée, d'un blanc immaculé. La scène a des airs de comédie musicale : *La Land* version Renaissance ; ne manquent

que les trompettes, les robes et chemises pastel, et des encartés claquant des doigts au rythme de ses pas. « Quand j'ai vu ça, j'ai retrouvé une forme de passion militante, fusionnelle, que j'avais pu voir du temps de l'UMP avec Sarko », glisse le député et ancien élu LR Robin Reda. Le bruyant cortège passe devant les yeux écarquillés d'une petite troupe de ministres et dirigeants du parti assis autour d'une table de pique-nique. Le ministre des Transports Clément Beaune, la ministre de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher, celui de l'Industrie Roland Lescure et l'eurodéputé Pascal Canfin, notamment, trinquent à la sensibilité de gauche de la Macronie, qui a bien besoin d'un petit remontant. Les têtes du petit troupeau tournent lentement de droite à gauche, au ralenti, à mesure qu'Attal serre les pinces et assure les selfies. « Eh, il est quand même plus beau que nous, hein », lâche, provocateur, le facétieux Lescure. Un bide. Les autres, eux, tirent une tête de six pieds de long... Ils vont pourtant devoir s'y habituer.

Gabriel Attal ouvre ce 5 décembre, jour de la publication du nouveau classement Pisa, le deuxième chapitre de son épopée Rue de Grenelle. « Je savais que ça ne serait pas bon, disait-il quelques jours avant la date fatidique, puisque c'est la dernière génération qui n'a pas bénéficié de notre réforme du collège. » Son entourage s'embarrasse de moins de nuances : « C'est la cata. » Le judoka politique anticipe pour mieux riposter, convoque deux mois à l'avance trois groupes de travail pour plancher sur ses propositions et prépare la conférence de presse pour annoncer ce qu'il appelle le « choc Pisa ». « Il ne faut pas simplement encaisser, il faut un sursaut dans la foulée », prévenait-il y a plusieurs semaines. Plus qu'une idée, un mantra.





« Je ne suis pas venu dans ce bureau pour jouer à *Mario Kart* », ironise Gabriel Attal.

Ce pourrait être son épitaphe, tant il est un habitué du fait.

La liste des mesures est longue, et certaines d'entre elles sont clivantes : révision des programmes de la maternelle à la troisième d'ici à 2026, en officialisant le recours à la méthode dite « de Singapour » pour l'enseignement des mathématiques ; instauration de groupes de niveaux en mathématiques et en français au collège

dès la rentrée 2024 ; création d'une nouvelle épreuve anticipée de mathématiques au baccalauréat ; obligation d'obtenir le brevet pour accéder au lycée, sous peine de passer une année de « prépa-lycée » ; fin du « dernier mot aux parents » en cas de suggestion de redoublement, qui sera donc facilité ; suppression des correctifs académiques, qui harmonisent, souvent à la hausse, les notes au brevet et au

baccalauréat... Le ministre de l'Éducation poursuit un triple objectif : rehausser le niveau général des élèves, adapter et personnaliser l'enseignement, et soutenir les enseignants. « Il faut un choc psychologique pour tout le monde, martèle-t-il. On parle depuis longtemps de l'autorité des profs, mais comment voulez-vous qu'ils se sentent respectés, qu'ils aient le sentiment que leur parole et leur expertise comptent quand les parents ont le dernier mot sur les redoublements et que le correctif académique passe derrière eux ? » Quelques jours auparavant, au premier étage de l'Élysée, Gabriel Attal et Emmanuel Macron ont accordé leurs violons et défini les derniers arbitrages. L'éducation, « domaine réservé du président », comme celui-ci l'avait décrété dans une interview au *Point* en août ? Attal assure ne pas en prendre ombrage. Au contraire, le canal s'en trouve fluidifié entre lui et le chef de l'État, reléguant Matignon et Elisabeth Borne au rang de simples spectateurs...

Voilà qui scelle le deuxième arc narratif du ministre de l'Éducation nationale, qui se prolongera en janvier par l'annonce d'une réforme de l'éducation morale et civique et, en février, d'une réforme de la formation initiale des professeurs des écoles. Gabriel Attal s'attaque à son cœur de métier – les programmes, la pédagogie – après avoir redonné du poids et de la voix à la fonction. Pap Ndiaye avait été nommé pour soigner sa clientèle après le difficile épilogue de l'ère Blanquer ; Attal, lui, a la lourde tâche de monter au créneau, de rassurer les parents sur le quotidien de leurs bambins. D'ailleurs, lorsqu'il s'entretient avec Emmanuel Macron avant sa nomination au ministère de l'Éducation, Gabriel Attal impose deux conditions non négociables : le retour du baccalauréat en juin – revenant sur la réforme de Jean-Michel Blanquer – et une clarification sur l'abaya. Sa détermination, dit-on dans l'entourage du ministre, l'emporte sur les hésitations du chef de l'État. « Je ne suis pas venu dans ce bureau pour jouer à *Mario Kart* sur ma Switch », aime ironiser le ministre.

Ses sorties, coup sur coup, sur l'interdiction du vêtement religieux et sur le harcèlement scolaire, en mettant lui-même en scène ses confessions sur sa propre histoire douloureuse, fascinent une partie de ses collègues par « sa grande capacité à "délivrer", à faire un sans-faute », comme le souffle Roland Lescure. « Au départ, il



n'a pas traité le cœur de son sujet, mais il a fait des coups, de court terme, qui ont de l'impact et lui assure un shoot de notoriété », juge un membre du gouvernement. « Gabriel, il n'est pas ministre des profs, mais ministres des parents, résume un autre. Si on devait prendre une analogie commerciale, il fait plus de B2C [NDLR : Business to Consumer] que de B2B [Business to Business]. Il parle directement aux parents, aux LGBT, bref il parle directement aux Français. » Gabriel Attal n'a qu'une obsession : que sa parole soit « performative ». Etonnamment, il la partage avec Emmanuel Macron. Chaque mot, chaque idée, chaque mesure lancée doit avoir une conséquence directe sur son écosystème et, mieux encore, dans le débat public. Il glisse le même conseil à certains députés, en bon technicien de la communication : « Un ministre ne doit jamais dire "Il faut" car, dans l'esprit des gens, c'est déjà assumer une forme d'impuissance. »

Dans la Macronie élargie, rares sont ceux qui peuvent franchir à ce point le mur du son. Inévitablement, la caisse de résonance de Gabriel Attal crée des espoirs, des envies. Selon Politico, une députée Renaissance lui aurait fait une « offre de service » : à savoir, structurer un groupe de parlementaires dévoué à ses thématiques... et à son ascension. Sait-on jamais, durant les mois et les années qui viennent, l'ambitieux pourrait avoir besoin de s'appuyer sur des élus fidèles, capables de sortir les flingues et boucher les trous si le bateau venait à tanguer. Eh bien, ce sera non. D'ailleurs, il le jure, croix de bois, croix de fer : il ne se souvient pas d'avoir dû refuser une telle affaire. Et quand bien même, Gabriel Attal tient à se tenir loin de tout ce qui pourrait ressembler à une écurie, à un fan-club. Bref, à la construction d'un « attalisme », là où ses rivaux issus de la droite, Gérard Darmanin et Bruno Le Maire, à la culture bien ancrée du tissage de toile d'araignée, soignent leur réseau et ont déjà leurs « darmanistes » et « lemairistes ». Contrairement à ses aînés, celui qui règne sur Rochechouart joue un jeu un tantinet plus subtil : prendre la lumière sans jamais risquer le procès en déloyauté envers le président de la République. Le garçon a une peur bleue de franchir la ligne rouge. Il avance vite tout en prenant son temps. Pourquoi se presser ? Pourquoi s'agiter ? Ce serait le meilleur moyen de voir ses adversaires se multiplier... « Il sait que le jour où

vous commencez à créer votre club, vous vous mettez dans la seconde une cible dans le dos », glisse un membre du gouvernement.

Mais ce que Gabriel Attal revendique par-dessus tout, c'est sa centralité. Son macronisme pur jus. La substantifique moelle de ce qu'incarnait Emmanuel Macron en 2017. L'ancien partisan de Dominique Strauss-Kahn l'énonce et le répète à l'envi : « Gérald [Darmanin] fait le pari de la polarisation après la fin de ce quinquennat ; il le dit lui-même, il incarne l'aile droite. Moi je n'ai jamais voulu incarner l'aile gauche, et je pense que le dépassement sera encore plus pertinent en 2027 qu'en 2017. » De quoi faire dire à certains de ses collègues et plusieurs députés qu'il ringardise Bruno Le Maire en lui volant, dans le même temps, les costumes de meilleur élève de la Macronie et d'héritier naturel du chef de l'Etat. De quoi décrocher un

Sur le plan politique, c'est un jeune loup solitaire. Doublé d'un nageur de fond

sourire on ne peut plus malicieux à François Bayrou : « Il a dit qu'il se sentait de plus en plus proche de l'axe central, c'est qu'il n'a jamais été aussi proche du MoDem ! » Alors, que ferait-il d'un clan politique qui, fatalement, placerait ce cavalier solitaire bien plus précisément sur l'échiquier mouvant du « en même temps » ? « S'il monte sa *dream team* parlementaire, tout le monde se rendra compte que la sensibilité de droite sera sur-représentée, indique un député du camp présidentiel. Il a compris que s'il voulait ménager son « en même temps » originel, mieux valait entretenir le flou... » Ne laisser à personne le soin de vous définir vous-même. Ne laisser à personne la moindre chance de commettre une erreur.

Revenons à Bordeaux, au campus Renaissance. Attablée aux abords du lac, une ministre compte les bons et mauvais points des candidats putatifs ou fantasmés pour le job de tête de liste Renaissance aux prochaines européennes. La tâche, il est vrai, s'avère ardue. Les moutons à cinq

pattes sont rares. Non seulement il s'agit de trouver une figure médiatique, politique, mais qui sache, aussi, « se mettre au service du collectif, dans un travail d'articulation avec les autres ». Bruno Le Maire ? « Ça va pas ? Il est ultra-solo, il ne sait pas bosser en équipe. Pour lui se mettre en avant, c'est surtout passer devant les autres. » Et Gabriel Attal, tiens ? « Permettez-moi un joker... » Élégante manière de faire passer le message. Qu'on se le dise – puisque au sein du gouvernement, à gauche, à droite, comme au centre, ils sont nombreux à le faire... –, Gabriel Attal est, sur le plan politique, un jeune loup solitaire. Doublé d'un nageur de fond. Absorbé par son couloir, son rythme, sa réussite. Il n'a pas le temps de brasser de l'air, de tailler la bavette, de construire des amitiés politiques, du collectif autrement que pour servir son récit. Son histoire, qu'il imagine déjà grande. Beaucoup racontent cette fâcheuse manie, anecdotique, mais révélatrice : « Avant que ne commence le Conseil des ministres, il arrive au dernier moment, il se cale dans le canapé, il est sur son téléphone et il ne parle à personne. Il s'isole volontairement. C'est sans doute bidon quand Darmanin claque des bises à tout le monde, mais au moins, il le fait. Gabriel est doué, c'est une évidence. Mais qui est proche de lui ? Qui peut vous dire parmi nous : "Je peux compter sur lui ?" "On peut faire des choses ensemble ?" » susurre une ministre de plein exercice qui le connaît bien. A vrai dire, peu d'âmes. Elles sont souvent meurtries, d'ailleurs, laissant entendre qu'avec un tout petit peu plus d'esprit d'équipe, il serait le roi du monde. « Gabriel me fait parfois penser à François Hollande, qui pouvait mettre une balle dans la tête de n'importe qui, n'importe quand, sans état d'âme », analyse froidement un autre. Comme quoi, sans esprit d'équipe, on peut tout de même se retrouver, un beau jour, capitaine.

Faut-il creuser du côté d'une ambition débordante ? Sans doute. Et après ? Qui, dans ce théâtre rempli d'audacieux, peut légitimement lui jeter la pierre ? Une autre piste, moins évidente au premier regard, se dessine. L'ancien porte-parole à la verve haute et aux punchlines millimétrées serait un *control freak*. Un maniaque du contrôle, en bon français. « Socialement, il n'est pas toujours à l'aise. En fait, il a besoin d'assurance car il se sent en permanence insécurisé. Et, quelque part, c'est ce qui fait sa





force », finit par lâcher un dirigeant de Renaissance. Raison pour laquelle on loue, partout où l'on passe, sa force de travail herculéenne. L'un de ses collègues raconte : « Un jour, on a fait un voyage en train ensemble. Très sympa, mais c'est boulot, boulot, boulot. Chaque minute compte. » Trois choses ne le quittent jamais : sa cigarette électronique, son téléphone, et la crainte insurmontable d'être pris au dépourvu. On en revient à l'iPhone sur le canapé de l'Élysée : le ministre de l'Éducation, en accord avec son temps, dirons-nous, ne cesse de s'abreuver d'informations. SMS, WhatsApp, Telegram, Twitter, Instagram, TikTok... Pour prendre la balle au bond, encore faut-il être le premier à la voir tomber. Reste-t-il seulement du temps de cerveau disponible pour le compagnonnage politique ?

« Mon compagnonnage politique, c'est mon équipe, c'est ma plus grande force. Ils savent me gérer, je sais les gérer, c'est fou à quel point ça donne confiance », évacue en une fraction de seconde le ministre de l'Éducation. C'est assumé. A défaut d'ouvrir grand les bras, le trentenaire se repose sur un noyau dur tout entier voué à son succès. Un clan à la vie, à la mort, malgré les « dramas », dixit une amie du groupe, les menaces de démission sans lendemain sous le coup d'une colère passagère. La petite start-up Attal a vu le jour il y a

« Il a le potentiel électoral le plus élevé : haï nulle part, super-haut nulle part »

quatre ans, lorsqu'il n'était que secrétaire d'État à la Jeunesse auprès de Jean-Michel Blanquer : sa directrice de cabinet Fanny Anor, son chef de cabinet Maxime Cordier, le chef adjoint Antoine Lesieur et l'incontournable conseiller en communication Louis Jublin. A cinq, ils ont traversé les ministères, construit pierre après pierre le personnage politique qu'il est devenu. « C'est un noyau dur de titans, s'exclame une conseillère ministérielle qui a travaillé avec eux. Ils lui sont dévoués, d'une fidélité extrême, bossent comme des tarés, et il le leur rend bien. Et puis, ce sont les rois du buzz. Les rois ! »

Le 28 novembre, nous retrouvons Gabriel Attal là où, franchement, on ne l'attendait pas tellement. Ce soir-là, sous les dorures du salon Boffrand au Sénat, Jean-François Copé reçoit la Légion d'honneur des mains de Jean-Pierre Raffarin. Entre les dignes représentants de la vieille garde politique – Alain Juppé, François Baroin,

Gérard Larcher, Xavier Bertrand, Thierry Breton... – et les fers de lance de l'économie française – Alexandre Bompard (Carrefour), Grégoire Chertok (Rothschild) ou encore François Pérol (BPCE) – le ministre de l'Éducation nationale est l'un des deux membres du gouvernement, avec Franck Riester, ancien de l'UMP, venu célébrer la remise de l'insigne au nouveau chevalier. À peine franchit-il le pas de la porte que Nadine Morano lui tombe dans les bras. « Je l'aime bien, Nadine », dit-il. Nadine. De toute évidence, le Clamartois n'est pas sectaire et n'hésite pas une seule seconde à le montrer. « C'était un rendez-vous qui avait une certaine dimension de densité, j'incarne une forme de maturité, j'imagine que pour lui c'était aussi une manière de partager cette densité », souffle modestement le maire de Meaux, le susdit Jean-François Copé.

Puisque en 2027, le salut ne viendra que par le sacro-saint « dépassement politique », Gabriel Attal prend tout de même le soin de s'ouvrir aux autres horizons, qu'il s'agisse des députés Les Républicains de la commission des Finances ou des Affaires culturelles, séduits par sa plasticité idéologique ; jusqu'à Nicolas Sarkozy, avec lequel il a dernièrement déjeuné. Un long échange, « très intéressant, sur l'école, l'autorité des savoirs et la place du sacré », confie le ministre de l'Éducation. Surtout, comme le chuchote l'un de ses amis, « la différence entre les sarkozystes et les juppéistes, c'est que les sarkozystes, eux, sentent le pays ».

« Il est aujourd'hui le ministre le plus apprécié et le plus consensuel parmi les députés, sa formidable ascension donne à nombre d'entre nous l'envie de le voir devenir le digne successeur du président de la République », affirme sans ambages le porte-parole du groupe Renaissance Christopher Weissberg, quand un influent conseiller officieux d'Emmanuel Macron certifie qu'il « a le potentiel électoral le plus élevé : haï nulle part, super-haut nulle part ». Ne comptez pas sur Gabriel Attal pour s'en émouvoir ; du moins, pas en public. Mais nul doute que l'étoile montante garde précieusement en mémoire un conseil du secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, avant son premier débat télévisé face aux gilets jaunes : « S'ils te posent une question sur la taxe carbone, tu n'ouvres pas la porte, mais tu ne la fermes pas non plus. » *



L. MARIN/POOL/AFIP

L'enjeu : prendre la lumière sans risquer le procès en déloyauté envers le président.